



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 17 décembre 2018

Leur peur bleue du jaune

Il faut croire que c'est franchement la panique, au gouvernement, pour qu'il ait instauré samedi dernier un véritable état de siège à Paris comme dans bien des villes des régions. Pour décourager de manifester, en effet, le gouvernement n'y a pas été de main morte : hélicoptères au-dessus de Paris, blindés de la gendarmerie, une bonne cinquantaine de stations de métro et deux lignes de RER fermées. Mais surtout de nombreux barrages aux entrées de Paris, contrôlant l'arrivée des Gilets Jaunes venus de régions, et des fouilles au corps contre les murs pour ceux qui sortaient des grandes gares. À quand l'interdiction du gilet jaune, à l'exemple du dictateur al-Sissi en Égypte ?

Même pas peur !

Le gouvernement relayé par les médias a parlé de « reflux » du mouvement des Gilets Jaunes. Qu'ils ne se réjouissent pas trop vite. On est loin du reflux. Comme le chantaient des Gilets Jaunes à Paris, « Macron nous fait la guerre, et sa police aussi, mais on reste déter' pour bloquer le pays... ». Ce qui est sûr, c'est que ses annonces n'ont convaincu personne.

Et les réveillons sur les ronds-points s'annoncent bien chauds, en préparant la suite des mobilisations pour janvier. Sans parler des manifestations de la jeunesse, dans les lycées comme dans les universités.

Des mesures qui ne coûteront rien au patronat

Macron l'a répété : sa prime pour les salariés payés au SMIC ne coûtera rien au patronat, puisque c'est la Caisse d'allocations familiales qui paiera ! Pas question de revenir à l'ISF et il n'a même pas évoqué le CICE, qui exonère de 20 milliards d'euros par an les grands patrons français, mais qui n'a créé aucun emploi. Les patrons ne sont donc obligés à rien.

Les primes de Noël, ce sera seulement pour les grands groupes (Total, Orange, Renault...) qui veulent calmer le jeu en lâchant quelques miettes aux salariés alors qu'ils accumulent des profits mirobolants.

Non à la RICupération !

Et revoilà tous ceux qui voudraient se servir de l'éteignoir électoral, en visant les prochaines élections et en agitant le nouveau leurre du Référendum d'initiative citoyenne (RIC). C'est ce que tentent certains, de Mélenchon à Le Pen, en passant par les nombreux individus qui s'autoproclament « représentants des Gilets Jaunes » ! D'autres parlent de Référendum d'initiative partagée et tentent de nous le vendre comme une formule magique, comme si on pouvait faire reculer Macron et le patronat par des bouts de papier.

Mais il y a un hic avec le RIC : s'il se concrétisait, il ne servirait qu'à renvoyer à plus tard la réalisation des véritables revendications des Gilets Jaunes, c'est-à-dire toutes nos revendications, celles de l'ensemble des salariés ! Car ce que nous voulons ce sont des augmentations de salaires, la fin de la hausse des prix et des loyers abordables... tout ce qui concerne la justice sociale. Et nous le voulons maintenant !

Édouard Philippe se précipite sur l'éteignoir

Le gouvernement, quant à lui, par la voix d'Édouard Philippe, tend la main à ce référendum, en espérant y trouver une porte de sortie. Il promet « l'ouverture d'un débat sur le référendum d'initiative citoyenne », après avoir fait hypocritement son mea culpa (« Nous n'avons pas assez écouté les Français... »...).

Après l'escroquerie de la fausse annonce de l'augmentation du SMIC (dont le taux horaire ne change pas), voilà une fois de plus l'arnaque du bulletin de vote, via le référendum. Et dans le même temps, Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, menace d'évacuer par la force cette semaine tous les ronds-points. La carotte d'un côté, le bâton de l'autre.

Mais ce n'est qu'un début...

Macron et le patronat espèrent s'en tirer à bon compte. Mais les Gilets Jaunes auraient bien tort de placer leur confiance dans un quelconque référendum. Par leur détermination, ils ont montré à tout le monde du travail que la voie de la confrontation faisait trembler le gouvernement.

C'est cette voie-là que nous devons poursuivre. En nous joignant massivement à leurs côtés, dans les entreprises comme sur les ronds-points, en nous organisant tous à la base, en nous coordonnant sur le terrain, en unissant activement nos colères, jusqu'aux grèves contagieuses et massives, jusqu'à constituer un véritable contre-pouvoir.

La disette, c'est fini. Passons à table !

Renault annonce vouloir donner la « prime exceptionnelle de fin d'année » souhaitée par Macron. Mais qu'en est-il des autres boîtes du site : Elio, FEV, PEI, AVL, Cofely, Polymont, etc ? Dans tous les cas, cela ne peut être qu'un hors-d'œuvre.

Car il faudra passer par le plat de résistance avec 300 euros en plus par mois sur toutes nos feuilles de paye. C'est le minimum qu'il faut réclamer après ces années de serrage de ceinture.

Comme le clamait une banderole dans une manifestation ce samedi : on veut pas des miettes, on veut toute la boulangerie !

Association de malfaiteurs

Marc Ladreit de Lacharrière vient d'être condamné à 8 mois de prison avec sursis et 375 000 euros d'amende pour abus de biens sociaux, pour avoir accordé un « emploi de complaisance » à Pénélope Fillon à *La revue des deux mondes* dont il est propriétaire. Il a plaidé coupable lors de l'audience et déclaré « *je regrette beaucoup de n'avoir pas suivi suffisamment bien les travaux de Pénélope Fillon* ». Un vrai petit comique ce milliardaire (28^e fortune du pays tout de même) ! Mais la préparation de son one-man-show n'en est qu'au début. Devinez de qui ce brave monsieur était l'administrateur entre 2002 et 2018 ? De Renault !

On attend avec impatience son futur sketch sur son « *suivi des travaux de Carlos Ghosn* »...

« Nous, on a pas d'immunité ouvrière ! »

Le conseil d'administration de Renault a décidé de maintenir Ghosn comme PDG, le considérant comme « *temporairement empêché* ». Une nouvelle catégorie de « congés » ? On a bien cherché : impossible de la trouver sur l'outil de prise de congés « workflow ». L'immunité, c'est le privilège des patrons. Nous les travailleurs, on doit obéir : menaces, pressions ou sanctions, c'est la loi des capitalistes qui règne dans les entreprises.

À nous de nous inspirer des « gilets jaunes » pour renverser la vapeur et faire trembler notre direction comme eux ont su faire peur à Macron.

Et ta sœur ?

« Pauvre » Carlos... Après un mois sous les barreaux et une flopée d'accusations, voici que c'est maintenant à sa famille qu'on s'attaque ! Nissan vient de porter plainte au Brésil contre sa sœur pour « *enrichissement injustifié* ». Est-ce que c'est sa faute si sa sœur a beaucoup de « talent » ?

Pendant qu'il partageait les profits en famille, Ghosn nous imposait la « modération salariale », supprimait des emplois et nous faisait cravacher pour plaire aux actionnaires. Maintenant il est temps que les patrons passent à la caisse !

Administrateurs salariés ou stipendiés ?

Après s'être exprimé « en notre nom » pour apporter son soutien à Ghosn, Bolloré a récidivé la semaine dernière en nous sortant des administrateurs salariés, qui ont écrit sous la dictée un communiqué rassurant sur l'intranet de la direction.

Faisons comme les « gilets jaunes » qui refusent les représentants auto-proclamés. Ce qu'il nous faut, c'est une lutte déterminée avec des délégués élus, révocables et sous notre propre contrôle.

Les ultra-violents de la casse sociale

Dans un mail de la communication « Engineering », on a vu apparaître une bande de dangereux directeurs en « gilets jaunes », en train de poser la première pierre d'un nouveau simulateur de conduite au Technocentre. Finalement, BFM-TV a raison, il y a des casseurs chez les « gilets jaunes », des casseurs... d'emplois stables. En 10 ans à Lardy, c'est 500 contrats Renault en moins et 500 sous-traitants en plus, un beau saccage...

Il est grand temps qu'on se mobilise pour qu'ils arrêtent de nuire.

Ford Blanquefort : patrons voyous, État complice

Alors qu'il a fait 7 milliards de dollars de profits en 2017 et qu'il a largement profité pendant des années des millions d'aides publiques notamment à travers le CICE, Ford vient de rejeter le plan de reprise de son usine à Blanquefort et annonce sa fermeture définitive en 2019.

Ce sont 850 emplois directs, et 3000 autres induits qui seraient détruits au nom des profits. Mobilisés depuis plusieurs années déjà, les salariés n'ont pas l'intention d'en rester là et d'accepter ce sort. Ils comptent bien continuer à se battre pour maintenir les emplois et faire payer Ford.

Fake news et vraie diversion

Depuis une semaine, les complotistes se déchaînent contre le « Pacte de Marrakech », un bout de papier issu d'une conférence de l'ONU qui prétend réguler les migrations, ou plutôt masquer la chasse aux migrants derrière un langage plus acceptable.

Car, pendant que certains crient à la trahison et inondent internet de *fake news* sur le soi-disant « déferlement » d'immigrés en Europe, les États européens répriment ou laissent périr ceux qui fuient la guerre et la misère que ces États ont eux-mêmes semées. Les privilégiés du système, seraient ceux qui risquent leur vie pour traverser la Méditerranée ? Et pas les milliardaires et les capitalistes ?

Attention aux diversions : pour protéger les vrais responsables de la situation, Macron et l'extrême-droite cherchent à nous diviser pour nous affaiblir.